

DECLARATION

Monsieur le Président,

Nous sommes en 2ème convocation de Comité Technique Local.

Nous avons eu deux fois un quart de journée (grâce à la reconvoque car sinon ce n'était qu'un quart de journée) pour examiner pas loin de 40 pages et des thèmes comme les antennes de Quillan, de Castelnaudary, des CDL (conseillers décideurs locaux), du SDIF (service départemental des impôts fonciers), de la stratégie de relation à l'utilisateur de façon générale. Nous voyons donc encore une fois dès le début de ce comité technique que ces échanges sont comprimés et que vous en détenez les ficelles tandis que nous n'émettons au mieux que des avis.

Depuis plusieurs années, l'administration fiscale ne jure que par le tout numérique et ses décisions visent à dissuader les usagers de se rendre sur nos sites où ils sont reçus par des agents de la DGFIP. L'objectif dogmatique est toujours le même : réduire la dépense publique. C'est cette politique couplée à celle d'un affaiblissement de l'outil de production lié à l'absence de planification, qui a conduit à une absence de masques disponibles pour la population et les personnels hospitaliers et à une crise du système hospitalier sans précédent, liée aux suppressions massives de lits depuis 20 ans et dont nous voyons les conséquences criantes aujourd'hui avec la Covid19. Les uns après les autres, les trésoreries de proximité disparaissent, les uns après les autres les services sont restructurés et regroupés. L'administration cherche à donner aux citoyens l'illusion d'un service public maintenu. En remplacement des trésoreries, elle ouvre des «points de contacts» qui portent bien leurs noms des « points de contacts » sans réponses sérieuses aux problèmes des usagers. Le téléphone et internet sont les principaux points d'entrée de l'administration fiscale. Alors que le manque de personnel dans les services ne permet pas de répondre à suffisamment d'appels, la direction générale des Finances publiques a décidé cette année la mise en place d'un numéro de téléphone unique, qui renvoie tous les contribuables sur des centres de contact (CDC) avec le renfort de tous les SIP tandis qu'il y a encore à gérer des numéros locaux et des messageries locales (et heureusement !). Pour la DG, la campagne doit se tenir dans les dates prévues, l'activité continue et surtout, les réformes continuent. On évalue, on juge, on change les organisations mais aucune solution crédible et pérenne n'est apportée.

Cette période est le laboratoire idéal, au nom de la crise sanitaire, on peut passer au tout distanciel et au télétravail à la sauce DG, à la saisie gestpart qui ouvre la porte à une saisie hors site et même au Flex office (voir les dernières déclarations du DG). En cette période où les absences dans les services (pour cause de Covid, d'autorisations d'absence en raison des fermetures d'écoles et de crèches ou de télétravail) sont nombreuses, élaborer un planning relève du casse-tête dans les services pour au final gérer au jour le jour... Comme toujours, la décision de l'Administration de réduire l'accueil physique handicape une grande partie de la population, celle qui ne maîtrise pas internet ou celle d'un certain âge qui en a un peu peur et se retrouve démunie. Cette population est celle qui a le plus besoin d'un interlocuteur physique. Beaucoup de contribuables auront des difficultés à prendre des rendez-vous et à obtenir des réponses à leurs questions ! Pour la CGT, retirer

une présence humaine, c'est un recul du service public ! La CGT redoute que la crise actuelle, aux conséquences sociales et psychologiques graves pour de nombreux citoyens génère des tensions entre les contribuables et les agents chargés de les accueillir qui deviendront le réceptacle de la détresse sociale. Pour la CGT, la campagne de déclaration aurait pu être repoussée. Pour beaucoup d'usagers, l'organisation d'accueil choisie par l'administration (ouvert / fermé, rendez-vous physique / téléphonique) n'est pas facilement lisible. La CGT Finances publiques réaffirme la nécessité d'un service public de proximité et de pleine compétence. Le service public est la richesse de ceux qui n'ont rien, le seul patrimoine dont disposent un grand nombre d'usagers. **Le saut dans le «tout numérique» et la diminution drastique de l'accueil physique risque de laisser toute une partie de la population au bord du chemin. Le rapport du défenseur des droits du 16 janvier 2019 avait très précisément cerné ces difficultés.**

On veut nous faire croire que les usagers sont satisfaits de la manière dont on les renseigne. Quand ils arrivent à nous voir ou nous contacter, certainement. Mais les accueils téléphoniques sont surbookés. Quelques-uns essaient quand même de prendre rendez-vous après avoir obtenu les éléments au téléphone parce que la campagne IR, c'est aussi jeter un regard sur la déclaration, juste pour rassurer. Mais ça, ce n'est pas 2.0 !!! Nous l'avons bien vu à Capendu où prendre son temps à des effets positifs et anti stress jusqu'à sauver des gens

Les usagers doivent être mis au courant que sous couvert d'un meilleur service, la DG ne tient pas à voir les contribuables se déplacer dans ses bureaux ! Ni pour déclarer, ni pour payer !

Pour le service public, pour les conditions de vie au travail, la CGT revendique :

- Des effectifs suffisants pour assurer pleinement les missions ;
- Un accueil de proximité, assuré par les agents de la DGFIP ;
- Le maintien d'un véritable réseau DGFIP au plus prêt des contribuables ;
- Des services de gestion de pleine compétence ;
- Une présence humaine pérenne, le tout numérique ne peut pas être la solution, il n'est qu'un plus;
- Une réelle prise en compte de la crise sanitaire et la protection des agents ;
- De vraies négociations sur le télétravail hors travail confiné.

Sur les thèmes des antennes de Quillan, de Castelnaudary, des CDL (conseillers décideurs locaux), du SDIF (service départemental des impôts fonciers), de la stratégie de relation à l'utilisateur en général, nous voyons à nouveau un joli calendrier qui énumère des événements qui permettraient de comprendre le contexte et de justifier vos décisions. Votre calendrier est comme la dernière fois unilatéral, vous auriez pu mettre d'autres dates et événements. Nous allons modestement les rappeler.

22 février 2019

Hier se serait tenue une réunion de certains chefs de service avec M. Quintin où la fin de toutes les trésoreries SPL y compris Castelnaudary et Lézignan a été évoquée comme projet qu'il ferait remonter à la DG.

Se rajouterait la proposition de la fin du SIE de Limoux rapatrié sur Carcassonne !

La CGT contacte les Maires. Le Maire de Castelnaudary nous répond le 25/02, n'accepte pas la fin de Castelnaudary et dit qu'il va de suite intervenir auprès du gouvernement. Une manifestation est préparée avec les élus du quillanais. Une pétition est lancée par l'union locale CGT de Quillan, elle recueillera des milliers de pétitions. Une autre intersyndicale DGFIP mais plus tard à l'été en recueillera tout autant.

CTL du 11 avril/2019

Propos du directeur :

"Je ne peux être totalement muet, c'est le minimum que je vous dois"

"Je n'ai pas nommé les trésoreries mais vous avez compris"

"Les élus commencent à s'agiter autour de Quillan, je pense que je serai sans doute interpellé"

"Septembre me paraît être l'extrême limite pour annoncer, ce n'est pas sûr que ce soit en juin"

Par rapport au mal-être que peuvent ressentir les collègues qui ne savent pas à quelle sauce ils vont être mangés, Mr le directeur reconnaît tout de même que « ce changement peut avoir des conséquences perturbantes voir destructrices » sur la vie des agents ; tout en précisant que le modèle des trésoreries de proximité comme on le connaît actuellement est dépassé.

12 avril

conférence de presse organisée par des maires de la HVA pour défendre les services publics.

28 avril

succès de la manifestation à Quillan (200 personnes avec les élus), photos bien sûr sur notre site. une nouvelle conférence de presse est prévue mardi 30 avril. Notre section CGT appelait alors à ce que les mêmes démarches de lutte s'engagent pour les autres trésoreries de l'Aude toutes menacées de fermeture, notre directeur a en effet fait remonter la proposition de toutes les fermer à la direction générale.

13 juin

réunion informelle avec les OS audoises pour annoncer et nous commenter la première carte du NRP révélée !!

Une surprise : Castelnaudary ne disparaît plus complètement et devient une antenne.

Le directeur redit que ça aurait été mieux de garder le secret de tout et que "ne pas être resté dans le secret n'a pas arrangé les choses et a créé de l'inquiétude" ... sans commentaire !!!!

Tandis que c'est le flou pour certains, notre syndicat tenait une pancarte : "Pas de concertation, pas de co-élaboration, pas de participation !"

26 juin

une manif et des prises de paroles ont été organisées à FA contre la fermeture du SMUR, contre la fermeture de la trésorerie de Quillan, d'écoles et de la ligne SNCF. La CGT Finances Publiques était présente et a pris la parole. 24 communes ont déployé des banderoles permanentes pour la sauvegarde de ces services publics. France 3 était présent.

19 juillet

deuxième action à Quillan, cette fois une manifestation (à nouveau 200 personnes) pour la défense des services publics sncf, smur, trésorerie, Poste de la HVA (France 3 présent).

03 septembre

s'est ouvert à 9h30 le 1er CTlocal sur le sujet du "nouveau réseau" à la demande des syndicats locaux notamment afin d'avoir des documents officiels. En outre le dialogue est

complètement bidon puisque la seule concertation possible annoncée est sur le contenu et l'emplacement des "points d'accueil" et non sur la présence des trésoreries.

L'été la lutte intersyndicale s'est organisée : à la rentrée des manifestations sont organisées et élus et usagers répondent présents à Quillan (encore plus de 100 personnes), Lézignan, Castelnaudary (moins de monde évidemment compte tenu de sa non disparition complète), Bram, Pairie départementale, Leucate, Peyriac-Minervois, Cuxac cabardès, Limoux, Durban Corbières ...

14 novembre

manifestation à la préfecture et délégation reçue contre le NRP.

27 novembre 2019

Au total ce sont l'équivalent de 244 communes (au 27/11) qui nous ont fait parvenir leur vote en délibération contre la fermeture de leur trésorerie.

Les luttes pour les retraites et la covid passent par là.

08 octobre 2020.

CTL où nous n'arrivons pas à ce que vous nous donniez le NRP 2021 tandis que le 01 janvier et la campagne pour les demandes de mutation approchent...

Vous l'envoyez finalement qqs jours plus tard et des dates que certaines OS locales demandent à tout va par simple politesse ou respect pour les collègues, usagers, collectivités publiques et qui avaient en fait été données à presque tous les cadres avant même le CTL

Un nouveau changement, Quillan ne disparaît plus complètement mais reste à Quillan en antenne de Limoux. Nous recevons à nouveau des messages d'opposition des élus Sandragné, Conseil départemental Aude, Jourda, Pla ...

Avril 2021

Réouverture de la trésorerie de Capendu où des habitants expriment leur besoin d'un centre des finances publiques de proximité.

Voilà un nouvel ersatz de ce que vous auriez pu aussi mentionner dans vos documents concernant le SGC de Carcassonne et de Limoux pour vos réflexions sur la stratégie usagers.

Que ce soit sur le SGC de Limoux, le SGC de Carcassonne, le SDIF, le mieux est de laisser tomber ces projets qui sont contre l'intérêt des agents et l'intérêt populaire et discutons en d'autres avec la population. Bien que la situation immédiate s'y prête plus difficilement, et que le gouvernement et l'administration ont tendance à en profiter, nous nous battons jusqu'au bout et sans fin pour un service public dans l'intérêt des agents et des usagers. Nous travaillerons avec les citoyens, les élus, les agents ; la tâche est titanesque comparée à nos faibles moyens et les conditions actuelles mais nous ne renoncerons pas à pouvoir travailler dans de bonnes conditions de travail pour un service public qui réponde aux besoins de tous. **Nous n'avons donc qu'une réponse à toutes ces attaques et dégradation de nos vies, la mobilisation ! Cela dépend de nous ! Le 10 mai malgré toutes les difficultés et des chiffres qui montrent que les télétravailleurs n'ont quasiment pas fait grève tandis qu'ils représentent la moitié environ des effectifs, le 10 mai est une première marche de la mobilisation sans laquelle absolument rien ne sera gagné.**

Les élus de la CGT Finances Publiques Aude.

N'hésitez pas, contactez les collègues de la CGT Finances Publiques 11

Mél : cgt.ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr

Site de la section de l'Aude: <http://www.dgfip.cgt.fr/11/>